

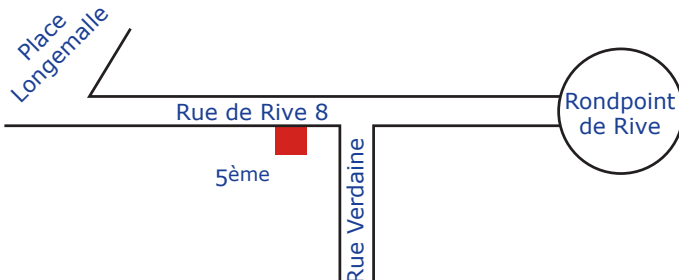


Association Romande  
des Intermédiaires Financiers  
(ARIF)  
Rue de Rive 8  
CH-1204 Genève  
Tél. +41 22 310 07 35  
Fax +41 22 310 07 39  
www.arif.ch  
e-mail : info@arif.ch

Membre du / Mitglied des  
Membro del / Member of



FORUM SRO | OAR | OAD



# Association Romande des Intermédiaires Financiers

L'ARIF est un organisme d'autorégulation de lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme, éditeur d'un code de déontologie pour les gérants de fortune indépendants



Créée à Genève le 15 mars 1999, l'ARIF est une association privée, sans but lucratif, délégataire de tâches publiques pour la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, ainsi qu'en matière de déontologie des gérants de fortune indépendants.

L'intermédiaire financier qui désire s'affilier à l'ARIF doit jouir d'une bonne réputation dans son activité professionnelle et garantir le respect des obligations découlant de la LBA, des Statuts, du Règlement et des Directives de l'ARIF.

La procédure d'admission est décrite en détail et en 4 langues sur le site Internet de l'ARIF ([www.arif.ch](http://www.arif.ch)). Devenu membre de l'ARIF, l'intermédiaire financier peut immédiatement commencer son activité.

La langue de travail de l'ARIF est le français, mais son secrétariat est à même de communiquer couramment en anglais, allemand et italien.

### **A. La lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme**

Organisme d'autorégulation (OAR) agréé par la FINMA, l'ARIF assure le respect par ses membres de la Loi fédérale concernant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans le secteur financier (LBA).

Ouvert à tout intermédiaire financier quelle que soit sa profession, l'ARIF compte actuellement plus de 500 membres, actifs notamment dans les domaines suivants :

- gestion de fortune ou de fonds
- change et transfert d'argent
- activité fiduciaire (administration de sociétés, trusts)

- trafic des paiements
- crédit, leasing et affacturage
- avocats et notaires
- courtage en assurances

### **B. Le Code de déontologie pour les gérants de fortune indépendants membres de l'ARIF**

L'ARIF a aussi édicté un Code de déontologie (CoD), reconnu par la FINMA, qui énonce les règles d'une bonne pratique professionnelle des gérants de fortune indépendants.

En adhérant au CoD – volontairement ou parce qu'il en a l'obligation de par la loi -, le gérant de fortune indépendant acquiert le statut d'«investisseur qualifié» au sens de la Loi fédérale sur les placements collectifs de capitaux (LPCC). Il est alors autorisé à souscrire à des placements collectifs pour le compte de ses clients (que ce soit dans le cadre d'une gestion dirigée ou discrétionnaire).

Les principales exigences posées par le CoD sont :

- le respect de l'intégrité des marchés financiers
- la garantie d'une gestion irréprochable
- le devoir d'information sur les prestations et la rémunération
- la conclusion d'un contrat de gestion de fortune écrit
- la garantie de confidentialité

Un gérant de fortune indépendant qui souhaite adopter le Code de déontologie de l'ARIF doit s'affilier à celle-ci, y compris pour la surveillance LBA. Les membres de l'ARIF qui, par leur activité, ont l'obligation de se soumettre à des règles de conduite en matière de gestion de fortune, doivent choisir celles de l'ARIF, à l'exclusion de celles d'autres organismes.